



La Dépêche

L'actualité économique

N° 713 - Mercredi 20 Novembre 2019 - Service de la Communication et de la Documentation (SCD)



LES TITRES

Des avantages fiscaux renforcés pour les transformateurs de noix de cajou en Côte d'Ivoire

page 1

Les 10 pays les plus riches d'Afrique de l'Ouest en 2019

page 2

Inclusion financière : la BCEAO en mode «fast track» préconise 5 points clefs

page 2

Les organisations de la société civile affichent des réserves sur les propositions de l'OCDE pour une meilleure fiscalité dans le monde

page 2

À LA UNE

Des avantages fiscaux renforcés pour les transformateurs de noix de cajou en Côte d'Ivoire



Des avantages fiscaux renforcés pour les transformateurs de noix de cajou en Côte d'Ivoire.

En Côte d'Ivoire, les députés membres de la Commission des Affaires Economiques et Financières (CAEF) ont adopté jeudi 14 novembre 2019, trois projets de loi dont l'un sur la transformation de l'anacarde. Plus précisément, il s'agit de modifier l'ordonnance portant Code des investissements pour accorder sur une durée de cinq ans, des mesures spécifiques pour booster le processus de transformation locale des noix de cajou, souligne le communiqué ministériel.

Sur le plan douanier, il est prévu entre autre l'application de l'exonération des droits de douanes telle que prévue par le code des investissements en phase d'implantation. **Au titre des avantages fiscaux pour les sociétés déjà en exploitation, il est prévu notamment l'octroi du titre du développement d'activités, d'un crédit d'impôt aux sociétés transformatrices de noix de cajou** qui réalisent des investissements pour l'accroissement des capacités et le renouvellement de leurs lignes de production.

Source:

<http://www.commodafrica.com/18-11-2019-des-avantages-fiscaux-renforces-pour-les-transformateurs-de-noix-de-cajou-en-cote-divoire>

Les 10 pays les plus riches d'Afrique de l'Ouest en 2019

La zone CEDEAO. Cette année, le Produit Intérieur Brut du Nigéria connaît une nouvelle hausse. Selon les estimations fournies par le FMI, le PIB du Nigéria s'élève cette année à 447 milliards de dollars.

En seconde position du classement des 10 pays les plus riches d'Afrique de l'Ouest en 2019, on retrouve le Ghana qui affiche un PIB supérieur à 57 milliards de dollars. Rappelons que le Ghana figure cette année dans le classement des 10 pays africains les plus riches, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années en arrière. Au niveau de la zone CEDEAO, la Côte d'Ivoire vient en troisième position du classement des puissances économiques. Surfant sur une croissance moyenne de 7% ces dernières années, la Côte d'Ivoire affiche un PIB qui avoisine les 50 milliards de dollars selon le FMI. Classé 19ème au niveau africain, le Sénégal consolide son rang de quatrième puissance économique de la sous-région ouest africaine en 2019, avec un PIB qui s'établit désormais à 26 milliards de dollars.

La République du Mali est classée cinquième parmi les 10 pays les plus riches d'Afrique de l'ouest en 2019. Malgré un produit intérieur brut en hausse, le Mali n'a pas encore intégré le top 20 des pays les plus riches du continent africain. Grâce à un PIB qui s'établit autour de 15 milliards de dollars, le Burkina Faso occupe la sixième place du classement des puissances économiques au niveau de la zone CEDEAO.

Source : <https://ouestin.com/pib/2019/11/18/les-10-pays-les-plus-riches-d-afrique-de-l-ouest-en-2019/>

Inclusion financière : la BCEAO en mode «fast track» préconise 5 points clefs

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a procédé, lundi 18 novembre 2019, à l'ouverture de sa deuxième édition de la semaine de l'inclusion financière axée sur le thème central : «la digitalisation au service de l'inclusion financière : enjeux pour le secteur financier et les États membres de l'UEMOA».

L'objectif principal de cette rencontre est de réunir l'ensemble de l'écosystème financier afin de discuter des questions relatives au numérique notamment, à la digitalisation. Pour cette deuxième édition, la BCEAO a décidé d'accélérer la cadence en s'appuyant sur 5 leviers essentiels pour la réussite de l'inclusion financière.

Il s'agit de mettre en place une réglementation proactive, de promouvoir l'éducation financière, d'adopter de nouvelles stratégies pour inciter les acteurs du secteur informel à se bancariser et d'accélérer le processus de la stratégie de l'inclusion financière des pays membres de l'union.

Source : <https://www.financialafrik.com/2019/11/18/inclusion-financiere-la-bceao-en-mode-fast-track-preconise-5-points-clefs/>

Les organisations de la société civile affichent des réserves sur les propositions de l'OCDE pour une meilleure fiscalité dans le monde

résoudre les injustices et inégalités qui existent dans ce domaine aujourd'hui, a appris l'Agence Ecofin, de plusieurs avis collectés sur cette question.

L'une des organisations à avoir fait entendre sa voix est la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT). Elle s'est positionnée comme le porte-voix du G24, groupe de pays travaillant sur les questions financières dans le monde et qui compte plusieurs pays d'Afrique subsaharienne dont le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Nigeria.

Elle a publié un avis qui fait ressortir au moins 7 reproches à l'initiative actuelle de l'OCDE. L'un d'eux est l'absence de clarté qui l'entoure et qui n'avantage notamment pas les pays pauvres. Elle estime précisément que l'organisation européenne invite aujourd'hui les pays à s'engager dans un « consensus » sans que l'impact économique ne soit rendu public.

Source : <https://www.agenceecofin.com/actualites-finance/1811-71248-les-organisations-de-la->

Les 10 pays les plus riches d'Afrique de l'Ouest en 2019 sont présents dans le top 50 du nouveau classement PIB du continent Africain. Classée de nouveau première puissance économique du continent Africain, la République Fédérale du Nigéria domine sans surprise le classement PIB de



La Côte d'Ivoire vient en troisième position du classement des puissances économiques avec un PIB qui avoisine les 50 milliards de dollars selon le FMI.



La digitalisation au service de l'inclusion financière : enjeux pour le secteur financier et les États membres de l'UEMOA

Plusieurs organisations de la société civile internationale ont exprimé des réserves quant à la capacité des nouvelles propositions de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) en matière fiscale, à pouvoir



Les organisations de la société civile affichent des réserves sur les propositions de l'OCDE pour une meilleure fiscalité dans le monde